

Violences en milieu scolaire : qui est réellement responsable ?

La diffusion par les médias de la vidéo d'un élève brandissant un pistolet factice en direction de son professeur dans une classe plongée en plein chaos, suivie par un mouvement spontané sur les réseaux sociaux dénonçant l'omerta dans l'Éducation Nationale (#Pasdevague), a permis d'observer différentes réactions et postures idéologiques :

- des syndicats opportunistes en partie responsables de la situation s'emparant soudain du problème, campagne électorale oblige, proposant des solutions inadaptées et recyclant un discours éculé ;
- d'autres syndicats complètement « à côté de la plaque » refusant l'idée d'autorité et préférant débattre de la pertinence de l'utilisation pédagogique du téléphone portable en classe et en défendre le principe, alors que le sujet était l'**impunité entourant les violences verbales et physiques faites quotidiennement aux professeurs et aux autres personnels** ;
- une administration et un ministre faisant mine de découvrir la gravité de la situation et promettant des mesures.

Depuis sa création en 1998, le **SIAES - SIES dénonce les renoncements successifs, le laxisme et la démagogie croissants, et revendique le rétablissement de l'autorité et d'une ambiance de travail propice à la transmission des savoirs et savoir-faire** et à la réussite de chaque élève en fonction de son travail et de ses capacités. Il nous a semblé important d'énumérer quelques-uns des **fondements idéologiques des réformes qui ont contribué à progressivement déposséder les professeurs de leur autorité** face à des élèves de moins en moins bien éduqués par des parents agissant en consommateurs d'école et de plus en plus revendicatifs. Une situation que nous constatons toutes et tous à des degrés divers en fonction de l'établissement où nous sommes affectés.

➤ **L'autorité d'un professeur repose essentiellement sur la maîtrise de la discipline qu'il enseigne et sur les savoirs et savoir-faire qu'il transmet aux élèves qui lui sont confiés.**

Or, inspecteurs pédagogiques, formateurs à l'ESPE (ex-IUFM) et chefs d'établissement, sous l'impulsion des syndicats pédagogistes dont ils sont souvent membres actifs, **ont décrété que le professeur devait jouer le rôle d'un animateur** afin que l'élève puisse « *tout découvrir par lui-même* » et « *construire seul ses propres savoirs* ». Depuis des années, **ils somment les professeurs, notamment les stagiaires, de ne surtout rien transmettre**. Faire un cours magistral est devenu infamant, être « *trop directif* » est devenu un motif de non titularisation.

Chantres du « décloisonnement », ces mêmes spécialistes autoproclamés en « sciences de l'éducation » tentent d'imposer la polyvalence aux professeurs, rendant ces derniers interchangeable (EIST), niant ainsi leurs compétences disciplinaires spécifiques. Peu leur importe que les élèves n'aient pas en face d'eux un spécialiste de la discipline, puisque **le savoir est devenu secondaire**. Mais les élèves ne sont pas dupes.

➤ **La légitimité d'un professeur repose notamment sur son avis d'expert sur le niveau de l'élève, son travail, sa capacité à suivre en classe supérieure. Notre légitimité repose donc également sur la reconnaissance de nos prérogatives collégiales en matière d'orientation et de passage en classe supérieure.**

Or, en déclamant des formules creuses telles le tristement fameux « **droit à la réussite** » et en instaurant le « **dernier mot à la famille** » pour l'orientation, ministres et syndicats complices **sapent l'autorité des professeurs**. Quel sens l'élève peut-il donner à ses résultats scolaires et à l'avis de ses professeurs, puisqu'il passera en classe supérieure quoi qu'il fasse ? Quel respect élèves et parents peuvent-ils avoir envers les professeurs, puisque l'avis de ces derniers ne compte plus ? **Les professeurs ont été désavoués par les chefs d'établissement et les inspecteurs**, sommés d'augmenter les moyennes, de trafiquer les notes ou le barème. La réforme du baccalauréat, que le **SIAES - SIES** combat, a été l'occasion de constater à quel point **les autres organisations syndicales rivalisent de démagogie** pour s'opposer à toute forme de sélection à l'entrée du supérieur.

L'insupportable ingérence des familles et des fédérations de parents d'élèves, alliées de certains syndicats, dans le contenu des enseignements et la pédagogie des professeurs, a été tolérée, voire encouragée par notre hiérarchie et n'a jamais été combattue par les autres syndicats.

La suppression de la notation au nom de l'idéologie et la mise en place d'une évaluation « bienveillante » par compétences a pour seul but de tenter de masquer la baisse du niveau des élèves et de généraliser le passage automatique en classe supérieure façon « **tapis roulant** » de la maternelle à la terminale quels que soient le niveau et les efforts fournis par l'élève. **Dès lors, et démagogie prévalant, la compétence constitue la négation du Savoir.**

➤ **La « désanctuarisation de l'École » voulue par les pédagogistes, son « ouverture sur le monde », a amplifié l'entrée au sein des établissements de tous les problèmes qui rongent notre société et s'est accompagnée de la désacralisation des professeurs.**

➤ **Enfin, le laxisme, les renoncements progressifs, le fait de chercher à excuser l'inacceptable, de vouloir acheter la paix sociale, avec les élèves, les familles, par idéologie syndicale, par électoralisme politique, a conduit à l'impunité des élèves auteurs d'incivilités, d'insultes, de comportements agressifs ou de violences.**

Après nous avoir demandé de ne plus punir, de ne plus demander de sanction, de garder coûte que coûte en classe des élèves « ingérables », chefs d'établissement, inspecteurs et syndicats pédagogistes ont culpabilisé les professeurs ayant des « *difficultés de gestion de classe* », prétexté que leur cours n'était pas assez interactif et intéressant pour justifier le comportement intolérable de certains élèves. Les conseils de discipline ont été remplacés par des « *commissions vie scolaire* » redondantes et inutiles pour certains élèves imperméables au dialogue et à la prévention. **Par démagogie, idéologie, hypocrisie et mensonges, ils nous ont demandé de subir, parfois de souffrir en silence, de renoncer à enseigner debout, sacrifiant au passage des générations d'élèves empêchés de travailler alors que l'École était leur seule chance d'échapper au triste sort de leurs parents.**

Le résultat des élections professionnelles aura une incidence directe sur les futures décisions ministérielles.

Si vous refusez, comme nous, de devenir un simple exécutant servile ; si vous voulez rester un professeur dont la mission est d'instruire ; si vous voulez rester maître dans vos classes en conservant votre liberté pédagogique et sans remise en cause de votre autorité ; si vous défendez un enseignement de qualité dispensé à l'ensemble des élèves, partout sur le territoire, par des spécialistes de leur discipline ; si vous pensez, comme nous, que l'École Républicaine doit VALORISER LE MÉRITE et permettre l'ÉMANCIPATION par l'INSTRUCTION, votez SIAES - SIES.

Votez pour LE SEUL SYNDICAT QUI A LE COURAGE DE DÉFENDRE CES VALEURS ET CES PRINCIPES !

Jean Baptiste VERNEUIL - Secrétaire Général du SIAES - SIES